

Sara Brimo



Maître de conférences HDR en droit public

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - École de droit de la Sorbonne

Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne ISJPS UMR CNRS - 8103

Membre du Haut Conseil de la Santé publique

Membre élue (suppléante) du Conseil national des Universités (section 02)

*Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
ISJPS (UMR 8103 – CNRS)*

Campus Port-Royal - Bât. A - 3^{ème}
étage - Bureau 319 -
37, boulevard de Port-Royal 75013
Paris

sara.brimo@univ-paris1.fr

TITRES, FORMATION ET DISTINCTIONS ACADEMIQUES

2021 **Habilitation à diriger des recherches : *La santé environnementale. Approche juridique.***

Jury : Hafida Belrhali (rapporteure), Michel Borgetto (président), Olivier Renaudie (rapporteur), Aude Rouyère (rapporteure), Bertrand Seiller (garant).

2016 **Lauréate de la Fondation pour les Sciences Sociales** sous l'égide de la **Fondation de France**

Appel à projets : « Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires »

2011 **Qualification aux fonctions de maître de conférences** par le Conseil national des universités, section 02

2010 **Doctorat en droit public**

Université Paris II Panthéon-Assas

Thèse : « **L'État et la protection de la santé des travailleurs** »

Mention très honorable avec félicitations du jury composé d'Yves Gaudemet (directeur de thèse), Michel Borgetto (président), Maryse Deguerue (rapporteur), Rozen Noguellou (rapporteur), Pierre Sargas.

- **Prix Jean-Marie Auby de l'Association Française de Droit de la Santé**
- **Prix André Isoré de la Chancellerie des Universités de Paris**
- **Prix de thèse de l'Université Paris II Panthéon-Assas**

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Thèmes de recherche

Droit de la santé ; Droit de l'environnement
Droit administratif général ; Droit de la responsabilité ;
Santé environnementale ;
Risques professionnels, Risques alimentaires

Recherche collective

- 2022 **Codirection scientifique du projet de recherche commun** *Vieux : de quel(s) droit(s) ?, IRJS, ISJPS, colloque des 6 et 7 octobre 2022* (avec P. Gonod).
- 2021-2023 **Responsable scientifique** pour l'ISJPS de l'axe « Droit » du **pré-projet ANR EpisCov / Covid long : Genèse et développement d'une condition nouvelle : enjeux épistémologiques et éthiques**, IHPST, CERMES 3, Université des patients ; sous la direction d'Alexandra Soulier.
- 2020-2022 **Codirection scientifique du projet de recherche commun** *Santé et Territoires*, Association française de droit de la santé (AFDS), ISJPS, Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), École doctorale de droit public de l'Université Paris 1, colloque du 18 mai 2022 (avec O. Renaudie).
- 2020 - 2022 Membre du **projet de recherche commun « Gouverner et juger en temps de crise »** (dir. de X. Dupré de Boulois et X. Philippe), Centre Sorbonne Constitution et Libertés / Centre d'études et de recherches en administration publique - ISJPS.
- Depuis 2019 Membre du **GDR NoST** (Normes, Sciences et Techniques) - CNRS.
- Depuis 2011 Membre de l'**Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS) UMR 8103 CNRS** - *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*.
 Membre du **Centre d'études et de recherche en administration publique** (CERAP - EA 142) - *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*.
- 2015 - 2016 Membre de la promotion 2015 - 2016 des **Chercheurs de la Fondation pour les sciences sociales** sur le thème « Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires ».
- 2013 **Participation à l'organisation du colloque** *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, organisé par le CERAP de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Collège franco-britannique de la Cité Internationale Universitaire de Paris, 29 et 30 octobre 2013 (avec M. Deguerue).
- 2004 - 2011 Membre du **Centre de recherche en droit administratif** (CRDA - Institut Cujas) - *Université Paris II Panthéon-Assas*.

Ouvrages

&

Directions
d'ouvrages

1. *La santé environnementale*, Dalloz, coll. « Les sens du droit », à paraître 2022, 200 p.
2. *Santé et territoire(s)*, (dir. avec O. Renaudie), à paraître LexisNexis, « Hors collection », 2022.
3. *Pour une gestion alerte du risque chimique. Risques (éco)toxicologiques pour les êtres humains et l'environnement dans une logique de biodiversité*, (dir. avec N. Bonvallet), Commission nationale de la Déontologie et des Alertes en Santé Publique et Environnement (cnDAspe), 2021.
4. *Les épreuves écrites du CRFPA : spécialité Droit administratif*, Dalloz, coll. « Spécial Concours », 1^{ère} éd., 2020, 301 p. ; 2^{ème} éd., 2021, 340 p. ; 3^{ème} éd., 2022, 350 p.
5. *L'effectivité des droits. Regards en droit administratif*, (dir. avec C. Pauti), Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 52, 2019, 276 p.
6. *Le droit des femmes*, (avec E. Pisier †) Dalloz, coll. « À savoir », 2^{ème} éd., Paris 2019, 192 p.
7. Direction et préface (avec B. Defoort) de la réédition de l'ouvrage A. Brimo, *Les grands courants de la philosophie du droit et de l'État*, Pedone, 2018, 534 p.
8. *L'État et la protection de la santé des travailleurs*, LGDJ, coll. « BDP », t. 273, 2013, 446 p.
9. *Le droit des femmes* (avec E. Pisier), Dalloz, coll. « À savoir », 1^{ère} éd., 2007, 143 p.

10. « Les établissements publics de santé entre sécurité et défense », conclusion du dossier spécial RDSS HS 2022, à paraître.

Études
&
Articles
dans revues
à comité de
lecture

11. « Fin de vie libre et choisie et aide active à mourir : un prélude au changement ? », *Recueil Dalloz* 2021, p. 896.
12. « Les potentialités du contentieux de la carence administrative en matière de santé et d'environnement », *in* dossier spécial « Les contentieux potentiels » ; AJDA 2021, pp. 1256-1262.
13. « L'absence de responsabilité de l'État dans l'affaire PIP ou les carences de la réglementation des dispositifs médicaux », *JCP G*, 2021, n° 4, 98.
14. « La police générale de la salubrité à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire ou l'impossible disparition de la salubrité publique locale » (avec B. Defoort), *RDSS* 2020, n° 5, pp. 848-857.
15. « Masques, tests, réserve sanitaire : mais qu'a-t-on fait de nos dispositifs de gestion des urgences sanitaires ? », *Droit Administratif* 2020, n° 6, entretien 2.

16. « Santé environnementale et droit à un environnement sain », *RDSS* 2019, pp. 7-23.
 17. « Mais que reste-t-il du pouvoir de police générale du maire en matière de salubrité publique ? », *Énergie, Environnement, Infrastructures*, n° 11, Octobre 2019, Focus n° 159, p. 3.
 18. « Le préjudice environnemental », *Droit Administratif* 2018, n° 8-9, étude 4.
 19. « À la recherche du quatrième volet du Plan national nutrition santé », *RDSS* 2017, n° 4, pp. 690-699.
 20. « Droits de la victime et droits des tiers payeurs dans le contentieux de la responsabilité hospitalière », *in dossier spécial « Responsabilité hospitalière » ; AJDA* 2016, n° 7, pp. 375-380.
 21. « La loi “Santé” enfin promulguée : une ambition contrariée », *Énergie, Environnement, Infrastructures* 2016, n° 3, pp. 25-30.
 22. « L’inspecteur du travail, autorité administrative et médecin malgré lui », *RDSS* 2015, n° 6, pp. 1030-1042.
 23. La responsabilité de l’État, dernière victime du Mediator® ? », *AJDA* 2014, n° 43, pp. 2490-2496.
 24. « Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d’un principe fonctionnel ? », *RDSS* 2013, n° 5, pp. 779-788.
 25. « Suite et fin(s) du débat sur le régime juridique du travail carcéral », *RDSS* 2013, n° 4, pp. 639-648.
 26. « Le droit au travail pénitentiaire : un droit sans droit... et sans travail », *RDSS* 2013, n° 2, pp. 251-263.
 27. « Les conséquences de la modulation dans le temps des effets des décisions QPC », *RDP* 2011, n° 5, pp. 1189-1212.
 28. *La responsabilité de l’État du fait des activités de contrôle des autorités administratives indépendantes*, Mémoire pour l’obtention du DEA de Droit public interne de l’Université Paris II – Panthéon-Assas, soutenu sous la direction de Monsieur le Professeur Yves Gaudemet, 2004, 83 p.
-

1. « Régimes législatifs spéciaux de responsabilité », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule n° 960, à paraître 2023.
2. « À propos de la « spécialité » des règles régissant la responsabilité des personnes publiques », (avec B. Defoort) *in F. Blanco, S. Gilbert et A. Jacquemet-Gauché (dir.), Autour de l’arrêt Blanco. Travaux et recherches à l’occasion du cent cinquantième anniversaire de la décision du Tribunal des conflits du 8 février 1873*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », à paraître 2023.
3. « La fonction préventive de la responsabilité administrative », *in A. Jacquemet-Gauché (dir.), Le dépassement de la fonction indemnitaire de la responsabilité*, Institut francophone pour la

- justice et la démocratie, à paraître 2022.
4. « Pandémie et territoires : entre urgence nationale et différenciations locales », in S. Brimo et O. Renaudie (dir.), *Santé et territoire(s)*, LexisNexis, « Hors collection », à paraître 2022.
 5. « L'expertise en temps de crise », in X. Dupré de Boulois et X. Philippe (dir.), *Gouverner et Juger en temps de crise*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », à paraître 2022.
 6. « Contrôler la liberté ou priver de liberté pour protéger la population ? », in *Actualité et dossier en santé publique*, n° spéc. *Éthique et Covid-19* (dir. de F. Claudot), 2022, pp. 37-43.
 7. « Les polices spéciales sanitaires vont-elles éradiquer la police générale de la salubrité ? » (avec B. Defoort), *Mélanges en l'honneur du Professeur Ph. Lauvaux*, éd. Panthéon-Assas, 2021, pp. 185-215.
 8. « La classification des régimes de responsabilité administrative : des fondements aux fonctions », in X. Dupré de Boulois (dir.), *Les classifications en droit administratif*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 56, 2020, pp. 323-329.
 9. « Quel cadre normatif pour les recommandations nutritionnelles ? » in A. Di Lauro, *Il Diritto incontra le altre Scienze su Agricoltura, Alimentazione, Ambiente : Les métamorphoses de l'aliment. Les frontières entre les aliments, les médicaments et les cosmétiques*, coll. « Nutridialogo », éd. ETS, Pise (Italie), 2020, pp. 113-124.
 10. « Sanction de la carence administrative et effectivité des droits », in S. Brimo et C. Pauti (dir.), *L'effectivité des droits. Regards en droit administratif*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 52, 2019, pp. 193-213.
 11. « Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? », in F. Dubet (dir.), *Que manger ? Normes et pratiques alimentaires*, éd. La Découverte, coll. « Recherches », 2017, pp. 25-39.
 12. « Régimes législatifs spéciaux de responsabilité », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule n° 960, juillet 2013, 68 p.

 13. « Changer d'air ? », Note sous CAA Paris, 11 mars 2021, M. C... D..., n° 19PA02868, AJDA 2021, p. 1104.
 14. « Pharmacovigilance et information des patients : la carence de l'État dans l'affaire de la Dépakine® », Note sous TA Montreuil, 2 juillet 2020, , Mme Emmanuelle B. épouse L. et autres, n° 1704275 ; Mme Chrystèle D. G. D. B. et autres, n° 1704392 ; Mme Marie A. épouse P. et autres, n° 1704394, AJDA 2020, p. 2102.
 15. « Le Mediator® devant le Conseil d'État : Remèdes et effets secondaires », Note sous CE, 9 novembre 2016, Madame Georgel ;

Mme Faure et Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits de la femme et Madame Bindjouli, AJDA 2017, n° 7, pp. 426-436.

- 16.** « De la nature et du régime juridiques des rémunérations versées aux détenus dans le régime de la concession de main d'œuvre pénale », Note sous CE, 12 mars 2014, n° 349683, *M. Olivier V., RDSS 2014, n° 3, pp. 487-494.*
- 17.** « Réflexions sur la confirmation des mises en examen dans l'affaire de l'amiante : À propos des arrêts *Aldeva et Eternit* de la Chambre criminelle du 10 décembre 2013 », *Environnement 2014*, comm. n° 40.
- 18.** « À propos de la substitution de l'ONIAM à l'EFS pour l'indemnisation des victimes de l'hépatite C : parole à la Cour de cassation », Note sous Cass. 1ère ch. civ., 28 novembre 2012 (2 pourvois), *Droit Administratif 2013*, comm. n° 15.
- 19.** « Secret-défense et essais nucléaires », Note sous CE, 20 février 2012, *Ministre de la défense et des anciens combattants, AJDA 2012*, n° 19, pp. 1072-1075.
- 20.** « L'indemnisation des victimes de l'amiante », Note sous CE, 27 octobre 2011, *Association de défense des victimes de l'amiante de Cherbourg et al. (3 espèces)*, *Droit Administratif 2011*, comm. n° 102.
- 21.** « Répartition des compétences juridictionnelles en matière d'indemnisation du chômage des agents publics non-titulaires : vers une “privatisation” du contentieux d'indemnisation du chômage ? », Note sous CE, 1ère et 6ème ss-sect., 16 février 2011, *Pôle Emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur, AJDA 2011*, n° 20, pp. 1151-1153.
- 22.** « Les conséquences de la substitution de l'ONIAM à l'Établissement français du sang pour l'indemnisation des préjudices résultant d'une contamination par le virus de l'hépatite C », Note sous CE, avis, 5ème et 4ème ss-sect., 18 mai 2011, *Établissement français du sang, Droit Administratif 2011*, comm. n° 72.
- 23.** « Nouvel assaut contre la limitation de la réparation des risques professionnels », Note sous CC, 18 juin 2010, n° 2010-8 QPC, *Époux L., RDSS 2011, n° 1, pp. 76- 87.*

- 1.** « La fonction préventive du droit de la responsabilité administrative », communication au colloque *Dépasser la fonction indemnitaire du droit de la responsabilité administrative*, Université Clermont-Auvergne, 13 mai 2022.
- 2.** « L'expertise en temps de crise », communication lors du séminaire « Gouverner et juger en temps de crise » (dir. de X. Dupré de Boulois et X. Philippe), Centre Sorbonne Constitution et Libertés / Centre d'études et de recherches en administration publique - ISJPS, 22 juin 2021.

3. Rapport de synthèse du colloque *Les établissements publics de santé : sécurité et défense*, Université de Cergy-Pontoise, Association française de droit de la santé, Association française de droit de la sécurité et de la défense, 20 mai 2021.
 4. « Les contentieux potentiels : le potentiel de la responsabilité en santé / environnement », communication au colloque *Les contentieux potentiels : le potentiel de la responsabilité*, Université Clermont-Auvergne, 19 mars 2021.
 5. « La classification des régimes de responsabilité », communication au colloque *Les classifications en droit administratif*, ISJPS, IRJS, École Doctorale de droit public, Université Paris 1, 24 janvier 2020.
 6. « Santé environnementale et droit à un environnement sain », Introduction au colloque annuel *Santé-Environnement* de l'Association française de droit de la santé (AFDS), organisé avec le soutien de l'Institut Droit et Santé, Université Paris Descartes, 23 mai 2019.
 7. « Quelle normativité pour les recommandations nutritionnelles ? », communication au séminaire interdisciplinaire sur la conception holistique de l'alimentation de l'atelier Normes, Sciences et techniques sur l'aliment (NoST-CNRS), organisé par l'AgroParisTech et l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Paris, 18 octobre 2018.
 8. « Le préjudice environnemental », communication à la Journée d'Études de l'Association française de droit administratif (AFDA) consacrée au *Préjudice en droit administratif*, et organisée à l'Université François Rabelais de Tours, 1er décembre 2017.
 9. « Sommes-nous obligés de "Manger, Bouger" : Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? », communication au colloque international *Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires*, organisé par la Fondation pour les sciences sociales, Sciences Po Paris, 9 décembre 2016.
 10. « La sanction de la carence administrative par la responsabilité : une garantie de l'effectivité des droits ? », communication au colloque *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, organisé par le CERAP de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Collège franco-britannique de la Cité Internationale Universitaire de Paris, 29 et 30 octobre 2013.
 11. « Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d'un principe fonctionnel de séparation entre évaluateurs et gestionnaires du risque ? », communication au colloque *La sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale : entre science et droit*, organisé par l'AgroParisTech et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris 12 décembre 2012.
-
1. « Les conditions du partage de responsabilité entre l'État et une personne privée co-auteurs d'un même dommage », article en cours de rédaction.

**recherche
en cours**

2. « L'erreur non fautive en droit administratif », article en cours de rédaction.
3. « L'introduction du contrat de travail en prison », à paraître RDSS 2022, n° 4.

ACTIVITÉS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Responsabilités pédagogiques

- Depuis 2018 **Directrice de la mention Droit de la santé – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.**
- Depuis 2019 **Responsable du Pôle Droit administratif à l’Institut d’Études judiciaires Jean Domat – Préparations annuelle et estivale du CRFPA - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.**
- 2016 – 2020 **Co-directrice du Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale (avec C. Moiroud et F.-G. Trébulle) – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.**
- Depuis 2013 **Présidence annuelle des jurys des concours d’entrée aux Centres Régionaux de la Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA) – Grand oral – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Institut d’Études Judiciaires Jean Domat.**
- Depuis 2014 **Présidence annuelle des jurys de plaidoirie et membre des jurys de déontologie des examens du Certificat d’Aptitude à la Profession d’Avocat (CAPA) – École de Formation professionnelle des Barreaux de la Cour d’Appel de Paris (EFB).**
- Depuis 2014 **Direction des mémoires des étudiants du Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et du Master 2 Recherche de Droit de l’environnement – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Paris II Panthéon-Assas.**

Activités d’enseignement

- 2017 – 2022 **Chargée d’enseignements à l’École des Hautes Études en Santé publique (EHESP) et à l’Université de Paris - Cours de Droit de la santé et responsabilité médicale (30 h.) ; M2 « Analyse et management des établissements de santé », co-habilitation avec l’Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP – HP).**
- 2019 – 2020 **Chargée d’enseignements à l’Université Paris II Panthéon-Assas - Cours de Droit de la santé publique (36 h.) ; Master 1 Droit public général & Master 1 Droit social.**

2018 – 2019 **Chargée d'enseignements à l'AgroParisTech** - Département Sciences et Ingénierie Agronomiques, Forestières, de l'Eau et de l'Environnement - Cours de Droit de l'environnement (Master 1).

Depuis 2011 **Maître de conférences en droit public à l'École de droit de la Sorbonne**
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Principaux enseignements assurés :

- **Droit de la protection de la santé** - Master 1 Droit public (33 heures)
- **Droit public interne et sécurité sanitaire et alimentaire** - Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale (24 heures)
- **Santé environnementale** - Master 2 Recherche Droit de l'environnement (*co-tutelle Université Paris II Panthéon-Assas*) (séminaire 12 heures)
- **Méthodologie de la recherche documentaire** - Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale (séminaire 12 heures)
- **Droit, Politique et Société** - Master 1 Droit public (33 heures)
- **Droit administratif général** - 2ème année de Capacités en droit (39 heures)
- **Problèmes politiques contemporains** - Master 1 Droit public (33 heures)
- **Institutions administratives** - Licence d'administration publique (30 heures)
- **Gestion publique** - Master 2 Administration et gestion publique (séminaires 12 heures)
- **Droit de l'environnement** - Master 1 Risques et Environnement (30 heures)
- **Droit international de l'environnement** - Master 1 Droit de l'environnement (36 heures)
- **Droit européen de la santé** - Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale (12 heures)

2004 - 2010 **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Moniteur de l'Enseignement supérieur (CIES Sorbonne) et Allocataire de recherche** – *Université Paris II Panthéon-Assas.*

EXPERTISES, RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET ACADEMIQUES

Expertises publiques nationales

Depuis 2020 **Membre du Haut Conseil de la Santé publique**, nommée en tant que personnalité qualifiée au sein de la Commission spécialisée risques liés à l'environnement (CSRE).

Arrêté du 27 février 2020 portant démission et nomination au Haut Conseil de la santé publique – JO n° 0051 du 29 février 2020, texte n° 109.

2020 – 2022 **Présidente** (avec N. Bonvallot) du **groupe de travail** chargé par la **Commission nationale de la Déontologie et des Alertes en Santé Publique et Environnement** (cnDAspe) et le **ministère de la Transition écologique et solidaire** du Rapport « Pour une gestion alerte du risque chimique. Risques

(éco)toxicologiques pour les êtres humains et l'environnement dans une logique de biodiversité ».

2016 – 2020 **Membre nommée de la Commission nationale de l'examen d'entrée aux Centres régionaux de formation professionnelle des avocats (CRFPA)**

Arrêté du 22 décembre 2016 portant nomination à la Commission instituée à l'article 51-1 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – JO n° 0301 du 28 décembre 2016, texte n° 102.

Responsabilités administratives et académiques

2021 – 2023 **Membre élue (suppléante) du Conseil national des Universités (Section 02).**

2019 – 2023 **Membre élue du Conseil de l'Unité de l'Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne UMR 8103 – CNRS.**

2018 – 2022 **Membre élue du Comité consultatif scientifique de droit public (CSS) – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.**

Depuis 2017 **Membre du Comité scientifique de la Sorbonne Student Law Review.**

2014 **Membre élue du Conseil de l'UFR 01 – Droit, administration et secteurs publics – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.**

2013 – 2015 Membre du jury du Concours national 2013 et du Concours national 2014 de Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (D3S) – Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière (CNG).

Depuis 2013 Membre de **comités de sélection** en vue du recrutement de maîtres de conférence en droit public (section 02 CNU)

- Université Paris II Panthéon-Assas (2020, 2019, 2015)
- Université de Picardie Jules Verne (2018)
- Université Paris-Ouest Nanterre La Défense (2015).

2013 – 2015 Membre de **comités de sélection** en vue du recrutement de maîtres de conférence en alimentation, droit de l'alimentation et droit de l'environnement (section 01 CNU) – École nationale du génie rural, des eaux et des forêts (Engref) – AgroParisTech.

SOCIÉTÉS SAVANTES

Membre de l'**Association française de droit de la santé (AFDS)** ; Membre de l'**Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)** ; Membre de l'**Association Qualité de la science française (QSF)** ; Membre de la **Société francophone de santé environnementale (SFSE)** ; Membre de la **Société française de santé publique (SFSP)**.